



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

ENERGY/GE.1/2001/4/Add.5
21 août 2001

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DE L'ÉNERGIE DURABLE

Groupe spécial d'experts du charbon et de l'énergie thermique
Quatrième session, 19 et 20 novembre 2001
(Point 5 de l'ordre du jour provisoire)

**RESTRUCTURATION DE L'INDUSTRIE CHARBONNIÈRE DANS
CERTAINES ÉCONOMIES EN TRANSITION – MISE À JOUR¹**

Introduction

1. Dans l'ensemble, les économies en transition ont fait des progrès considérables dans la transformation de leur secteur charbonnier, qui est devenu plus efficace et plus respectueux de l'environnement. Les gains de productivité réalisés, la réduction de la production charbonnière et la fermeture de mines non rentables sont généralement allés de pair avec des politiques appropriées appliquées par les pouvoirs publics dans le secteur du charbon, souvent accompagnées d'importantes subventions de l'État. Mais la restructuration du secteur charbonnier de chaque pays s'est effectuée selon des orientations relativement spécifiques riches de leçons et d'enseignements pour quiconque s'intéresse à ce processus extrêmement complexe. Parallèlement, les transformations radicales en cours dans le secteur de l'électricité des pays à économie en transition ont de profondes répercussions sur l'industrie charbonnière dans toute

¹ Cette mise à jour ne constitue pas une analyse exhaustive, mais un aperçu de quelques problèmes majeurs de l'industrie charbonnière. Elle complète les documents de base publiés sous les cotes ENERGY/1999/6 et ENERGY/1998/16.

la région. Le secteur a été réorganisé, dans bien des cas des organismes de réglementation ont été mis en place et de vastes programmes de libéralisation et de privatisation sont en cours ou prévus. Dans ce contexte, une mise à jour des renseignements concernant la restructuration de l'industrie charbonnière en Bulgarie, en République tchèque et en Slovénie semble présenter un intérêt particulier.

Bulgarie

2. Le processus de restructuration de l'industrie charbonnière bulgare, qui a débuté dans les années 90, semble s'accélérer (tableau 1). Il s'inscrit dans le contexte dynamique du secteur énergétique et de la nouvelle loi sur l'énergie et l'efficacité énergétique, que le nouveau Parlement s'apprête à adopter. Cette loi devrait favoriser de larges mesures de libéralisation et concentrer l'attention sur l'amélioration de l'efficacité du secteur énergétique.

3. Les installations suivantes seront fermées prochainement: les mines de charbon de la société Bobov Dol à Mlamlolovo et Minyor, les mines de charbon souterraines de la société Pernik, la mine de charbon de Pirin, la mine de charbon d'Aheloy, les mines de charbon de Minyor et Smirnenki et les mines de la société Marbas, les mines de la société Balkanbas à Tvardica et Sheshkingrad et la mine de charbon Antracit. La fermeture de la mine de charbon Ivan Rusev est également envisagée. Le processus de fermeture des sièges non rentables sera alors terminé.

4. La production souterraine de charbon a lieu dans les mines de la société Bobov Dol à Babino et Bobov Dol, dans les mines de charbon Oranovo à Simitli, Cherno More 2 à Burgas, Zdravec à Dimitrovgrad et dans la petite exploitation privée de Bela Voda à Pernik. Dans le même temps, la privatisation des mines à ciel ouvert de Stanyanci, Beli Breg, Chukurovo et Vitren est en cours. De plus, la mine Maritsa Iztok fait l'objet de négociations, déjà bien avancées, avec l'entreprise charbonnière allemande Rheinbraun en vue de la création d'une société mixte. De plus, le Gouvernement bulgare a prévu des crédits de 45 millions et 5 millions de leva, respectivement, pour la fermeture de mines souterraines et les subventions à accorder au secteur.

5. En Bulgarie, les prix du charbon sont restés à leur niveau de 2000, soit 50 dollars la tonne d'équivalent-charbon (TEC) pour le charbon importé, 23 dollars/TEC pour le lignite local et une fourchette se situant entre 47,5 dollars et 53,7 dollars/TEC pour les autres charbons d'origine locale.

6. Le secteur de la thermoélectricité connaît actuellement d'intéressants développements qui pourraient avoir de profondes conséquences pour l'avenir de l'industrie charbonnière bulgare. La restructuration du secteur de l'énergie électrique s'est poursuivie. Tout d'abord, la société nationale d'électricité (NEK) a réduit son activité, qui ne concerne plus que le transport de l'électricité, et toutes les sociétés de distribution ont été constituées en entités commerciales distinctes. Le programme de privatisation engagé pour le secteur de la distribution d'électricité sera prochainement achevé. Deuxièmement, les installations de production d'électricité sont encore entre les mains de l'État mais sont maintenant organisées sous forme d'entités séparées: la centrale nucléaire de Kozloduy, la centrale thermique de Varna, la centrale thermique de Ruse, la centrale thermique de Bobov Dol et la centrale 2 de Maritsa Iztok. La centrale 1 de Maritsa fait partie d'une société qui est également propriétaire d'une usine de briquettes. Le statut de

la centrale 3 de Maritsa n'est pas encore arrêté, mais il semble probable qu'elle soit intégrée à une société mixte constituée avec Entergy, société américaine d'électricité, qui rénovera et exploitera les installations. Une autre société américaine, AES, remettra en état la centrale thermique 1 de Maritsa Iztok. Le total des investissements dans ces deux centrales s'élèvera à 1,4 milliard de dollars, y compris pour le financement de la construction d'installations de traitement du soufre provenant du charbon. Une installation analogue a été récemment construite à la centrale 2 de Maritsa Iztok.

Tableau 1: Évolution des principaux indicateurs de restructuration du secteur
Bulgarie, 1990-2000

Indicateur	Années						
	1990	1993	1995	1997	1998	1999	2000
Production de charbon, en Mt	–	30,2	31,9	30,6	33,33	26,0	27,0
Nombre de mines/de puits	–	33	33	29	29	30	20
Salariés	–	37 612	37 006	34 477	33 104	27 733	20 313
Subventions publiques, 1993=100	–	100	62,45	4,99	17,85	8,2	12,1
Croissance de la productivité, 1993=100	–	100	107,41	110,48	125,46	139,8	220,1
Investissements, en millions de dollars	–	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

République tchèque

7. La production charbonnière tchèque est tombée de 102 millions à 65 millions de tonnes, soit une baisse de 36 %, entre 1990 et 2000 (tableau 2). Dans ce contexte, les prévisions (ou les estimations) qui tablent sur une production de 65 millions de tonnes (50 millions de tonnes de lignite et 15 millions de tonnes de houille) pour 2000 semblent optimistes, compte tenu des niveaux atteints en 1999, soit 44 Mt de lignite et 14 Mt de houille. L'augmentation escomptée reposait sur l'anticipation d'une croissance économique favorable et d'une amélioration des débouchés de la société tchèque d'électricité CEZ sur les marchés européens de l'électricité.

8. La décision du Gouvernement tchèque de réduire l'activité des charbonnages remonte à décembre 1998. Les principales entreprises du secteur, qui sont en place depuis 1994, sont au nombre de 5: 2 sociétés spécialisées dans l'extraction de la houille (OKD Ostrava et CMD Kladno) et 3 producteurs de lignite (SD Chomutov, MUS Most et SU Sokolov). Pour l'instant, seules CMD Kladno et MUS Most sont privatisées. Récemment, CMD Kladno, société de taille modeste, et OKD Ostrava, entreprise de grande taille, ont fusionné et ont rejoint Karbon Invest, société holding par actions. De plus, OKD Ostrava met actuellement au point une structure qui permettrait de séparer les activités rentables du segment non rentable, ce qui lui donnerait le droit de bénéficier des subventions publiques prévues pour les fermetures de mines. Toute l'opération devrait être achevée d'ici la fin de 2002.

10. Conformément au décret gouvernemental de septembre 1999 affirmant la ferme volonté des pouvoirs publics de faciliter la fermeture des mines et de répondre aux besoins des personnels licenciés, des crédits substantiels ont été prévus à cette fin. La plupart de ces crédits, soit 79,1 % d'un montant total de 2,23 milliards de couronnes tchèques en 2000, ont été attribués au secteur de la houille, et le reste aux exploitations de lignite. Si l'on considère la répartition de ces crédits par poste de dépense, 56,6 % ont servi à financer des prestations sociales et de santé et 43,4 % diverses activités liées à la fermeture des mines et aux mesures de rationalisation.

11. En République tchèque, l'avenir du charbon pourrait être influencé par la stratégie nationale de l'énergie («la politique énergétique de l'État» pour reprendre le titre officiel) adoptée par le Gouvernement en janvier 2000. La stratégie définissait une structure globale de consommation charbonnière pour la production nationale d'énergie thermoélectrique et fixait les parts respectives de la houille et du lignite dans la production d'électricité. D'après les prévisions, la part du charbon sera au minimum de 45 % dans la consommation d'énergie primaire et de 60 % dans la production d'énergie thermoélectrique. Dans ce schéma, l'utilisation de la production charbonnière nationale serait maintenue dans des limites compatibles avec les critères écologiques.

Tableau 2: Évolution des principaux indicateurs de restructuration du secteur
République tchèque, 1990-2000

[illegible]

Slovénie

12. L'Assemblée nationale de la République de Slovénie a adopté à sa séance du 11 janvier 1996 la résolution sur la stratégie concernant la consommation et la fourniture d'énergie. Cette résolution visait trois objectifs essentiels: a) efficacité énergétique, fiabilité à long terme et approvisionnement énergétique adéquat; b) acceptabilité pour la santé publique, l'environnement et l'espace de vie et réduction des risques; et c) efficacité économique et acceptabilité sociale. Ces objectifs sont compatibles avec une croissance du PIB supérieure à la croissance de la consommation d'énergie finale, une croissance minimale de la consommation d'énergie primaire et la dépendance énergétique minimale possible. La mise en œuvre de la résolution est fortement influencée par l'Accord préalable à l'adhésion conclu entre l'Union européenne et la Slovénie. En outre, deux décisions de la Commission de l'UE, la décision n° 3632/93ECSC définissant les règles communautaires applicables aux aides publiques à l'industrie charbonnière et la décision n° 96/92/EC du Parlement européen et du Conseil concernant les règles communes pour le marché intérieur de l'électricité imposent des limites précises à l'action gouvernementale dans le secteur de l'énergie, y compris dans le secteur charbonnier.

13. Le charbon national fait partie des réserves stratégiques nationales et a donc priorité sur le combustible fossile importé. En raison de diverses contraintes environnementales, il sera destiné à la production d'électricité. L'intérêt accordé au charbon national ne s'explique pas seulement par le niveau des réserves, mais aussi par le fait qu'il constitue avec l'hydroélectricité la seule source d'énergie autochtone. La production charbonnière nationale est donc un facteur qui contribue à la fiabilité de l'approvisionnement énergétique et à une moindre dépendance énergétique. Pour les années à venir, la production est fixée sur la base des contrats à long terme conclus avec les producteurs d'énergie électrique et thermique. Conformément à ces contrats, la mine de Velenje fournirait à la centrale thermique de Sostanj jusqu'à 4 millions de tonnes de lignite par an, et les mines de Trbovlje et de Hrastnik livreraient à la centrale thermique de Trbovlje, et éventuellement à Ljubljana CHPP environ un million de tonnes de lignite par an au maximum.

14. Le projet gouvernemental de fermeture de trois mines de lignite à Kanizarnica, Senovo et Zagorje et de restauration des sites repose sur une loi autorisant le financement de ces opérations et autres actions analogues. Il était initialement prévu que le projet serait achevé à la fin de 2000 au plus tard, mais le volet restauration des sites pourrait être retardé faute de crédits suffisants.

15. L'évolution actuelle de l'industrie charbonnière s'explique également par les changements en cours dans le secteur de l'électricité en Slovénie. Premièrement, des équipements de désulfuration, calibrés pour une puissance de 335 MW, ont été installés à la tranche V de la centrale thermique de Sostanj, de sorte que toute la production d'électricité faisant appel aux lignites de Velenje est désormais compatible avec les contraintes écologiques. Deuxièmement, la centrale thermique de Trbovlje sera fermée pour des considérations liées à l'impact environnemental et à la compétitivité des coûts, ce qui pose certains problèmes, en ce qui concerne notamment l'avenir de la mine fournisseur et le remplacement de la centrale. Le Parlement national a donc adopté en juillet 2000 une loi prévoyant la fermeture par étapes de la mine de Trbovlje-Hrastnik et le réaménagement de la zone. En principe, la mine sera définitivement fermée d'ici 2012, l'extraction du charbon pour la production d'électricité devant

prendre fin d'ici octobre 2007 et le projet de remodelage de l'environnement prenant effet après cette date. La loi comporte également des dispositions sur l'indemnisation des agriculteurs qui ont présenté des réclamations en raison de dommages directement liés au maintien en service de la centrale Trbovlje II après 1991. Des indemnités seront versées à partir de 2000 jusqu'à la fermeture de la centrale et jusqu'à l'achèvement des travaux de restauration régionale, c'est-à-dire jusqu'à la fin de 2008.

16. Il est dès maintenant évident que la Slovénie, contrairement aux prévisions, ne pourra sans doute pas absorber jusqu'à un million de tonnes de lignite pour sa production d'électricité. La centrale de Trbovlje, qui n'a pas été remise en état, ne consommera sans doute pas plus de 0,6 MT de lignite par an, et la centrale CHPP de Ljubljana ne sera plus alimentée en lignite. Du charbon en provenance d'Indonésie, plus respectueux de l'environnement, a été choisi l'année dernière comme combustible de remplacement. La position concurrentielle du charbon pour la production d'électricité pourrait être encore plus gravement compromise par la mise en chantier de deux centrales à gaz d'une puissance installée de 114 MW. L'une des raisons d'être de ces nouvelles centrales est de garantir la disponibilité d'une puissance de réserve pour la production d'électricité dans le cadre du nouveau régime de réglementation.

Tableau 3: Évolution des principaux indicateurs de restructuration du secteur,
Slovénie, 1990-2000

Indicateur	Années						
	1990	1993	1995	1997	1998	1999	2000
Production charbonnière, Mt	5,1	4,9	4,7	4,9	4,9	4,6	4,6
Nombre de mines/de puits	3	3	3	3	3	3	3
Salariés, en milliers	7,6	6,3	5,5	5,4	5,2	5,1	4,2
Subventions de l'État, 1990=100	100	100	92	n.d.	152	120	-
Croissance de la productivité, 1990=100	100	117	126	135	140	134	164
Investissements, en millions de dollars	28,7	16,3	21	25	25,3	23,7	19,3
